



AFRITAC de l'Ouest



**SEMINAIRE SUR LA CONJONCTURE AU SECOND SEMESTRE 2021 ET LES
PREVISIONS MACROECONOMIQUES 2021-2024 DANS LES ETATS MEMBRES DE
L'UEMOA, AU CAP-VERT, EN GUINEE ET EN MAURITANIE**

Ouagadougou, du 22 au 26 novembre 2021

Points saillants

Novembre 2021

POINT 1 : INTRODUCTION

1. Un séminaire sur la conjoncture au second semestre 2021 et les prévisions macroéconomiques 2021-2024 dans les Etats membres de l'UEMOA, au Cap-Vert, en Guinée et en Mauritanie s'est tenu, du 22 au 26 novembre 2021, à Ouagadougou (Burkina Faso). Ce séminaire a été organisé par la Commission de l'UEMOA, AFRISTAT et AFRITAC de l'Ouest.
2. Tous les Etats membres de l'UEMOA étaient représentés par des participants respectivement en charge de l'analyse conjoncturelle et de la prévision macroéconomique. Toutefois, le prévisionniste du Niger, les représentants de la Guinée, de la Mauritanie, du Cap-Vert et d'AFRITAC de l'Ouest n'ont pu participer aux travaux pour des raisons d'ordre technique. Des cadres de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG), d'AFRISTAT, de l'Agence Monétaire pour l'Afrique de l'Ouest (AMAO), du Bureau Sous régional pour l'Afrique de l'Ouest de la Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA) et de la Commission de l'UEMOA ont également pris part aux travaux. (Cf. liste des participants en annexe).
3. Le séminaire avait pour objectif principal de faire le point de la conjoncture récente et des prévisions macroéconomiques 2021-2024 dans les Etats et de permettre, en outre, des échanges et discussions entre les participants. De manière spécifique, la rencontre visait à :
 - présenter la situation conjoncturelle récente et les prévisions de la période 2021-2024 des Etats, en vue de faciliter les travaux de suivi de la Commission de l'UEMOA, d'AFRISTAT, d'AFRITAC de l'Ouest, de la BCEAO et des autres institutions sous régionales et régionales ;
 - identifier, dans l'évolution récente de la conjoncture économique, les éléments qui déterminent le niveau des agrégats macroéconomiques de l'année 2021, et voir dans quelle mesure ils conduisent à réviser les prévisions élaborées au second semestre de l'année 2021 pour les années 2021 à 2024 ;
 - partager l'expérience de chacun des Etats et des institutions régionales, ainsi que les bonnes pratiques dans ce contexte de pandémie.

POINT 2 : OUVERTURE DES TRAVAUX

4. Le mot d'ouverture des travaux a été prononcé par Monsieur Mahamadou GADO, Commissaire chargé du Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE). Au cours de son intervention, il a d'abord remercié les autorités des Etats et institutions partenaires pour avoir accepté la présence des participants à la rencontre. Ensuite, il a souligné l'importance que la Commission accorde au suivi conjoncturel et prévisionnel des Etats membres et de la sous-région. Il a rappelé que les recommandations du séminaire seraient fidèlement transmises aux plus hautes autorités de la Commission et des Etats, avant de saluer la coopération active entre la Commission de l'UEMOA et les autres institutions sous régionales et régionales et d'émettre le vœu qu'elle se poursuive. Enfin, il a souhaité un plein succès aux travaux et déclaré ouvert le séminaire sur la conjoncture au second semestre 2021 et les prévisions macroéconomiques 2021-2024 dans les Etats membres de l'UEMOA, au Cap-Vert, en Guinée et en Mauritanie.
5. Après cette intervention, un tour de table a permis aux participants de se présenter.

POINT 3 : DEROULEMENT DES TRAVAUX DU SEMINAIRE

6. Après la cérémonie d'ouverture, le projet de programme de travail a été amendé et adopté. Les travaux ont, par la suite, été organisés en deux (02) sessions de présentation de communications (Etats et Institutions) et leur modération a été assurée par Monsieur Serge Jean EDI, Coordonnateur du Département des Etudes et Synthèses Economiques à AFRISTAT.

Session 1 : Communications-pays sur le diagnostic conjoncturel au second semestre 2021 et les prévisions macroéconomiques 2021-2024

7. Les huit (08) Etats présents ont exposé les évolutions de leurs indicateurs conjoncturels au second semestre 2021 et les résultats des prévisions macroéconomiques pour la période 2021-2024.
8. Par Etat, les résumés des communications se présentent comme suit :

a) Bénin

9. Au Bénin, le second semestre 2021 s'est déroulé dans un contexte globalement favorable à l'économie. Ainsi, le PIB du deuxième trimestre affiche une croissance notable (+7,5%, après +6,6% au premier trimestre 2021) par rapport à la situation d'un an plus tôt. Cette croissance est soutenue par la bonne tenue de la production agricole, notamment la production cotonnière qui connaîtrait une hausse de 9,4% au cours de la campagne 2021-2022, comparativement à celle de 2020-2021. De plus, on a assisté à une embellie de la production industrielle dont la croissance s'est établie à 20,1% au second trimestre 2021 et sur un an, ainsi qu'une progression remarquable du chiffre d'affaires dans le commerce et les autres services au cours de la même période. De même, on a enregistré une hausse considérable du trafic portuaire et aérien qui s'expliquerait par la reprise des activités dans tous les secteurs. Par ailleurs, un accroissement (+13,6%) des créations d'entreprises sur les neuf premiers mois de l'année a été noté, par rapport à la même période de l'année précédente. Tout ceci s'est déroulé dans un environnement de maîtrise des prix à la consommation. Le taux d'inflation est ainsi ressorti à 1,4% en octobre 2021, soit une baisse de 0,1 point par rapport au mois précédent. Cependant, en rythme annuel, on a observé une poursuite du déficit commercial, porté à 283,5 milliards au troisième trimestre 2021, malgré la forte hausse des exportations totales (+25,5%) et des importations (+11,9%), pour un taux de couverture de 33,8%.
10. Eu égard à la conjoncture économique au cours de ces neuf (09) premiers mois de l'année 2021, le taux de croissance pour 2021 a été révisé à la hausse, c'est-à-dire à 7,0%, contre une prévision initiale de 6,0%. Les perspectives économiques au plan national, pour la période 2022-2024, s'annoncent favorables. Les orientations de politique économique pour 2022-2024 devront découler des priorités du Gouvernement, telles que traduites dans son Programme d'Actions, en phase avec le Plan National de Développement 2018-2025. Un accent particulier sera mis sur le volet social qui, en plus d'être renforcé, devrait connaître la poursuite de la mise en œuvre des projets en cours, en particulier le projet Assurance pour le renforcement du capital humain (ARCH). Par ailleurs, les campagnes de sensibilisation devraient se poursuivre afin d'améliorer significativement la couverture vaccinale anti-Covid-19 sur l'étendue du territoire, de sorte à garantir une meilleure protection pour la population, gage du bon déroulement des activités économiques. Sur la base, de la conjoncture économique au cours de ces neuf (09) premiers mois de l'année 2021, et sous l'hypothèse de la poursuite de la reprise de

l'économie aux plans international et sous-régional en 2022, en lien avec l'accélération dans le déploiement des vaccins anti-COVID-19, le taux de croissance de l'économie devrait ressortir à 7,0% en 2022.

b) Burkina Faso

11. L'activité économique s'est déroulée, au second semestre 2021, dans un contexte de persistance de la crise sécuritaire et de la pandémie de la maladie à Covid-19. Aussi, la campagne agricole 2021-2022 a subi un déficit pluviométrique aux mois de septembre et d'octobre. Au niveau international, l'évolution des cours des matières premières, caractérisée par une envolée du cours du pétrole et un repli du cours de l'or, est préjudiciable à l'économie nationale. Dans cet environnement difficile, les évolutions ont été défavorables en ce qui concerne la production agricole, l'activité industrielle, le solde budgétaire et l'inflation. Cependant, des évolutions favorables sont enregistrées pour le PIB trimestriel, le solde commercial et la production minière.
12. Pour l'année 2021, le PIB enregistrerait une croissance de 7,1%, contre 1,9% en 2020. Cette croissance serait maintenue jusqu'en 2024 avec des taux de 6,8%, 8,3% et 5,3%, respectivement en 2022, 2023 et 2024.

c) Côte d'Ivoire

13. La conjoncture est globalement favorable et caractérisée par une :
 - une bonne campagne agricole, malgré le repli des productions de sucre et de café ;
 - une hausse des activités industrielles ;
 - une contraction des activités de construction ;
 - la poursuite de la reprise effective des activités dans le secteur tertiaire ;
 - une hausse des prix à la consommation, au delà de la norme communautaire ;
 - un excédent commercial et une hausse des termes de l'échange ;
 - un accroissement de la masse monétaire et une hausse du crédit à l'économie.
14. La croissance économique devrait se situer à 6,5% en 2021, comme projetée au premier semestre. Elle s'établirait à 7,1%, 8,2% et 8,2%, respectivement en 2022, 2023 et 2024. Ces prévisions tablent sur l'effectivité et l'efficacité de la mise en œuvre : (i) des différents plans de soutien envisagés dans la lutte contre la pandémie de Covid-19 et (ii) du Plan National de Développement (PND 2021-2025) qui permettront l'accélération des grands travaux et surtout l'industrialisation.
15. Les échanges ont porté sur l'évolution et la maîtrise de la production du cacao et sur l'évolution des bâtiments et travaux publics (BTP) et des investissements.

d) Guinée Bissau

16. Les activités économiques de la Guinée-Bissau présentent globalement une légère amélioration aux cours des trois (03) premiers trimestres de l'année 2021, par rapport à la même période de l'année dernière. On constate ainsi :
 - une hausse de la production industrielle ;
 - une hausse des indices de chiffres d'affaires ;
 - une stabilité des prix, malgré la hausse des prix à la consommation au troisième trimestre 2021 ;
 - une hausse des exportations et des importations des biens.
 - une détérioration de solde de la balance commerciale et du taux de couverture ;

- une évolution à la hausse des recettes totales et les dépenses totales ;
 - une augmentation des dépenses de capital ;
 - une détérioration des soldes budgétaires ;
 - une croissance de crédit à l'économie ;
 - un recul de la dette de l'administration publique auprès du secteur bancaire ;
 - une croissance de la masse monétaire et des avoirs extérieurs nets.
17. Les analyses menées au cours du mois de septembre 2021 ont révélé que l'évolution des indicateurs des différents secteurs plaident en faveur d'une révision à la hausse du taux de croissance économique en 2021. Ainsi, après un taux de croissance projeté de 3,3% au mois d'avril de l'année en cours, il est prévu que le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) réel se situe à 6,3%, au terme de l'année en cours. Cette performance serait notamment soutenue par les dynamiques favorables enregistrées au niveau de l'agriculture, des autres industries, de la construction, du commerce et réparation, etc.
18. En effet, les prix moyens à l'export de la noix de cajou passeraient de 1140 \$/tonne en 2020 à 1148 \$/tonne en 2021. Cette hausse des prix et l'accroissement de la production ont dynamisé l'activité économique et contribué à la hausse des recettes fiscales.
19. Pour la révision de la croissance, elle s'explique par le fait que certains indicateurs se sont comportés mieux que prévu. La production vivrière a notamment affiché un taux de croissance de 10,1%, sous l'impulsion des appuis du gouvernement en termes de distribution de matériel, de ciment et d'engrais.
20. Le Gouvernement continue de prendre des dispositions pour ramener le déficit budgétaire et le taux d'endettement à 3% et 70% du PIB respectivement, à l'horizon 2025.
21. Les perspectives économiques pour l'année 2022-2024 sont plus favorables, mais la reprise de l'activité économique dépendra de l'évolution de la pandémie. De même, l'exécution réussie du Programme de suivi non financier signé avec le FMI au mois de juillet 2021, en vue de bâtir les bases pour la mise en place d'un programme de Facilité élargie de crédit (FEC) à fin 2021 ou début 2022, constitue un signal fort et traduit la confiance des investisseurs sur les perspectives de reprise.
22. L'État prévoit également de mettre en œuvre certains projets dans le cadre du programme d'investissement public, pour booster la croissance économique, notamment la construction de la route Bissau-Safim, financée par la Chine à hauteur de 17,1 milliards de FCFA, le projet de réhabilitation et de modernisation de l'aéroport Osvaldo Vieira, financé par la Banque ouest africaine de développement (BOAD) à hauteur de 4,0 milliards de FCFA, le projet d'urgence de sécurité alimentaire financé par la Banque Mondiale à hauteur de 3,6 milliards de FCFA, la construction de la route Boke-Quebo financée conjointement par la Banque africaine de développement (BAD) et l'Union européenne (UE) à hauteur de 2,6 milliards de FCFA, et le projet de réhabilitation et modernisation de l'Hôpital National Simão Mendes financé par le Gouvernement à hauteur de 490 millions de FCFA.
23. L'inflation devrait rester maîtrisée en dessous de 3%.

e) Mali

24. Au second semestre 2021, l'activité économique au Mali est marquée par :
- une hausse des prévisions de la production agricole pour la campagne 2021, par rapport à la campagne précédente : céréales (+10,6%) et coton (+423%) ;

- une hausse de 26,7% des recettes totales hors dons à fin septembre 2021, par rapport à la période correspondante de 2020 ;
 - Un recul de 5,6% de la production d'or à fin septembre 2021, par rapport à la période correspondante de 2020 ;
 - une hausse de 4,7% de l'IHPC (en glissement annuel, septembre 2021). Sur les neuf (09) premiers mois de 2021, par rapport aux neuf (09) premiers mois de 2020, l'IHPC affiche une hausse de 3,0% ;
 - une croissance de 5,1% du PIB au 2^{ème} trimestre 2021, par rapport à la période correspondante de 2020 ;
 - une baisse de 1,4% de la production industrielle au 2^{ème} trimestre 2021, par rapport à la période correspondante de 2020 ;
 - une hausse des indices du chiffre d'affaires des services hors finances, du commerce et du BTP, respectivement de 9,1%, 40,2% et 0,5% au 2^{ème} trimestre 2021, par rapport à la période correspondante de 2020 ;
 - une détérioration du taux de couverture. En effet, il est de 70,0% au 3^{ème} trimestre 2021, contre 77,98% à la période correspondante de 2020.
25. La croissance du PIB, après un taux de -1,2% en 2020, atteindra un niveau de 5,2% en 2021, suite à la relance des activités économiques principalement tirée par les secteurs primaire et tertiaire (relance des secteurs du coton, du commerce, du transport, etc.).
26. En 2022 et 2023, la tendance va se poursuivre avant de légèrement chuter en 2024.
27. Ces performances seront principalement dues à l'augmentation du niveau de production du coton, à la réalisation d'infrastructures structurantes, à l'élargissement de l'assiette fiscale, au retour progressif de la sécurité dans le pays et dans la sous-région, au recul de la pandémie de la Covid-19, etc.
28. Sur la période 2021-2024, les évolutions suivantes sont attendues :
- les recettes budgétaires passeraient de 17,4% du PIB en 2021 à 11,0% en 2024 ;
 - les dépenses budgétaires progresseraient de 19,9% du PIB en 2021 à 6,7% en 2024 ;
 - le solde global (base engagements), dons compris, en pourcentage du PIB, évoluerait de -4,6% en 2021 à -1,9% en 2024 ;
 - le taux de pression fiscale de 15,5% en 2021 à 17,2% en 2024 ;
 - la dette publique rapportée au PIB passerait de 47,9% en 2021 à 41,7% en 2024 ;
 - le compte des transactions courantes se situerait à -167,5 milliards en 2021 et resterait excédentaire sur le reste de la période ;
 - la balance commerciale (en % du PIB) passerait de -6,9% en 2021 à -3,4 en 2024 ;
 - le solde global de la balance des paiements serait de 400,5 milliards de FCFA en 2021, contre 737,7 milliards de FCFA en 2024 ;
 - les actifs extérieurs nets passerait de 7,8% du PIB en 2021 à 3,9% en 2022, 1,7% en 2023 et -11,9% en 2024;
 - les crédits à l'économie se évolueraient de 6,3% du PIB en 2021 à 5,1% en 2024 ;
 - la masse monétaire croîtrait de 15,7% en 2021 à 6,3% en 2024.
29. les risques qui pèsent sur ces projections sont, entre autres, la persistance de la maladie Covid-19, la persistance de l'insécurité, l'instabilité institutionnelle et la mauvaise pluviométrie.

30. les discussions ont porté, entre autres, sur la reprise de la croissance, les secteurs porteurs de la croissance et le taux d'inflation.

f) Niger

31. La situation économique conjoncturelle est globalement assez favorable au deuxième semestre 2021, en dépit des crises sécuritaire et sanitaire. Elle est marquée par :

- une hausse de la production céréalière (2020/2021) de 9% par rapport à celle de 2019/2020. En effet, la production céréalière de la campagne 2020/2021 était de 5 768 382 tonnes, contre 5 296 551 tonnes en 2019/2020 ;
- les transactions extérieures du pays qui sont plus caractérisées par une contraction de 20,5% du volume des exportations au troisième trimestre par rapport au second trimestre 2021 et d'importantes hausses du volume des exportations (+45,4%) et des importations (+18,8%) à fin septembre 2021, comparativement à la même période de 2020 ;
- le niveau général des prix à la consommation, mesuré par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), est en hausse de 3,7% en octobre 2021, par rapport à la même période de 2020. Une inflation en moyenne annuelle de 3,6%, en dessus de la norme communautaire de 3%, a été enregistrée ;
- une hausse de 11,3 points, soit 12,4%, de la production industrielle et minière au deuxième trimestre 2021, par rapport à son niveau du premier trimestre 2021.

32. En 2021, le taux de croissance économique serait de 5,5%, contre 3,5% en 2020. Cette évolution est imputable à tous les secteurs d'activité. Le taux d'inflation serait maîtrisé. Au niveau des finances publiques, il est attendu une amélioration du déficit budgétaire qui se situerait à 4,3%, après 5,2% en 2020.

33. S'agissant des perspectives 2022-2024, le taux de croissance annuel moyen serait de 8,4%. L'amélioration progressive du déficit budgétaire se traduirait par une consolidation budgétaire à partir de 2024, avec un déficit de 1,7%. Toutefois, des risques subsistent sur les perspectives. Il s'agit de : (i) la persistance de la pandémie de Covid-19 ; (ii) les fluctuations des cours mondiaux du pétrole ; (iii) la situation sécuritaire régionale préoccupante ; (iv) les effets négatifs des aléas climatiques et ; (v) le retard dans la mise en œuvre des grands projets (pipeline destiné à l'exportation du pétrole brut, barrage de Kandadji, etc.).

g) Sénégal

34. La conjoncture au second semestre 2021 est marquée par :

- une augmentation du PIB trimestriel ;
- une hausse de la production industrielle ;
- une bonne campagne agricole ;
- une hausse des prix maîtrisée ;
- une détérioration du déficit commercial.

35. La croissance du PIB réel serait de 5,0% en 2021 et, en moyenne, de 8,1% entre 2022 et 2024.

h) Togo

36. La conjoncture au second semestre de 2021 est marquée par une dynamique de reprise économique exposée à un environnement sanitaire controversé et à une pression

inflationniste. La baisse des contaminations liées au virus de Covid-19, couplée à l'intensification de la campagne de vaccination, donne une note d'espoir à cette reprise économique. La reprise des activités économique est constatée au sein de la plupart des branches économiques ; en l'occurrence celles du transport, de l'hébergement et de la restauration, mais aussi de l'éducation. Le trafic portuaire cumulé de janvier à août 2021 est en hausse de 31,8%, en glissement annuel. Le commerce extérieur se caractérise au cours des neuf (09) premiers mois de 2021, en comparaison à la même période de 2020, par une hausse de 26,62% en valeur des importations de marchandises et de 19,04% pour les exportations de marchandises. S'agissant de la masse monétaire, elle enregistre une hausse de 7,6% en cumul des neuf (09) premiers mois de 2021, par rapport aux neuf (09) premiers mois de 2020. En ce qui concerne l'inflation, on observe une hausse du niveau des prix depuis juillet 2021, avec un taux d'inflation en moyenne annuelle qui atteint 4,1% en octobre 2021, contre 1,4% en glissement annuel. Elle est portée principalement par la hausse des prix des produits locaux. Il est également noté un retard et une mauvaise répartition au cours de la campagne agricole 2021/2022, particulièrement dans le sud du pays, ce qui pourrait affecter négativement les rendements de la production.

37. En 2021, l'économie togolaise devrait connaître une reprise. Les hypothèses qui sous-tendent cette projection sont les suivantes : (i) une situation de maîtrise de la pandémie de Covid-19; (ii) la prise en compte des projets de réformes prioritaires contenus dans la feuille de route du gouvernement, Togo 2025; (iii) une poursuite des investissements publics et une hausse de la consommation finale publique; (iv) une maîtrise de l'inflation dans les limites de la norme communautaire de l'UEMOA; (v) un soutien à l'agriculture, à travers des mesures en faveur des entreprises exerçant dans ce secteur ; et (vi) la prise en compte des prévisions de recrutement général de la fonction publique sur la période de la feuille de route Togo 2025. Ainsi, le taux de croissance du PIB réel en 2021 serait de 5,3%. Cette croissance serait portée par les branches de la « construction » (+12,2%), le « transport et entreposage » (+9,7%) et les « activités extractives » (+6,6%). La situation budgétaire serait déficitaire avec des hausses des recettes totales et des dépenses totales, respectivement de 10% et 4,6%. Les échanges extérieurs du Togo seraient caractérisés par un solde courant déficitaire avec des exportations et des importations en hausse. La masse monétaire, quant à elle, progresserait de 6,6%.
38. En perspective et ce, de 2022 à 2024, le PIB nominal passerait de 5061,3 milliards de FCFA en 2022 à 5948,0 milliards en 2024. La croissance moyenne annuelle du PIB serait de 6,4%. Elle serait soutenue par l'« Agriculture » ; « Transports et entreposage » ; « Autres activités manufacturières » ; « Activités immobilières » et « Fabrication des produits alimentaires » avec des contributions à la croissance respectives de 0,9 ; 0,5 ; 0,4 ; 0,4 et 0,5 points de pourcentage. Les finances publiques devraient connaître sur la période une tendance haussière de recettes totales et des dépenses, avec une amélioration du déficit budgétaire. S'agissant du commerce extérieur, le solde commercial resterait toujours déficitaire.

Session 2 : Conjoncture économique et perspectives économiques vues par les organisations sous-régionales et internationales

(i) Communications d'AFRISTAT sur l'environnement international

39. Le thème sur « l'environnement international, analysé à partir de la base de données d'AFRISTAT », a été exposé par M. Serge Jean EDI d'AFRISTAT.
40. La présentation s'est appesantie d'abord sur la méthodologie de mise à jour de la base de données d'AFRISTAT et les difficultés rencontrées. Puis, elle a porté sur les éléments conjoncturels suivants : les cours de change, la croissance économique, les taux d'intérêt des pays du G7 et les cours des principales matières premières. Cette communication a permis de montrer les tendances suivantes :
- les perspectives mondiales en termes d'activité annoncent une reprise générale des activités un peu ralentie par l'incertitude de la pandémie à COVID 19 ;
 - les taux d'intérêt se relèvent progressivement sur les marchés bancaires des pays développés ;
 - la montée inflationniste qui s'observerait surtout dans les pays du G7 ; et
 - la reprise des prix des produits de base.

(ii) Situation économique et financière 2021 dans l'UEMOA et perspectives

41. Dans sa communication, la Commission a rappelé que le pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité (PCSCS) étant suspendu, elle ne pouvait présenter un état de la convergence en 2021. Pour ce qui est de la situation économique et financière, on peut noter que l'Union enregistrerait un taux de croissance de 6,1% en 2021, contre 1,8% en 2020. Le taux d'inflation se situerait à 2,1% en 2020. Au plan financier, le déficit global dont compris se situerait à 5,6% en 2021, comme en 2020.
42. Dans l'hypothèse de fin de la pandémie au cours des prochains mois, le taux de croissance devrait se redresser en 2022 pour atteindre 6,5% et la dynamique de croissance se poursuivrait jusqu'en 2024.

(iii) Communication du Bureau Sous régional en l'Afrique de l'Ouest de la CEA

43. Le représentant de la CEA a fait une présentation sur les dynamiques socioéconomiques en 2021 et les perspectives en Afrique de l'Ouest. Il a illustré son exposé par des données qui montrent l'ampleur des défis à relever en matière de gouvernance-paix-sécurité, transformation structurelle, éducation, emploi, santé et dynamique démographique.

(iv) Communication de l'AMAO

44. Le représentant de l'AMAO a fait un rappel historique et donné un aperçu de l'évolution du projet de monnaie unique de la CEDEAO dont l'échéance est passée à l'horizon 2027. Il a également fait un rappel des principaux acquis et fourni des informations sur les chantiers en cours et à venir dans le cadre de cet important projet d'intégration.

POINT 4 : SITUATION DES PAYS

45. Un tour de table a permis à chaque pays présent de faire le point sur la production des indicateurs conjoncturels nationaux et des outils de cadrage macroéconomique.

POINT 5 : RECOMMANDATIONS

46. Les participants au séminaire sur le point de la conjoncture récente et les prévisions macroéconomiques 2021-2024 dans les Etats membres de l'UEMOA, au Cap-Vert, en Guinée et en Mauritanie ont formulé les recommandations ci-après :

a. A l'attention des Etats

- transmettre systématiquement les données aux institutions, après chaque révision ;
- lire avec attention les termes de référence transmis par la Commission et AFRISTAT, avant chaque séminaire, afin d'avoir une idée précise de ce qui leur est demandé ;
- faire des efforts et prendre des dispositions pour fournir des données sur le semestre objet du séminaire ou webinaire ;
- respecter le canevas des présentations communiqué par AFRISTAT et la Commission, avant chaque séminaire ou webinaire ;
- partager les études menées sur l'impact de la Covid-19 avec les institutions.

b. Aux institutions :

- Envoyer les lettres d'invitation accompagnées de l'ensemble des dossiers y afférents un mois, au moins, avant le séminaire ;
- Organiser un séminaire de partage d'expériences sur les méthodologies de dessaisonnalisation des séries chronologiques dans les Etats, compte tenu de l'abondance des indicateurs conjoncturels produits ;
- Réorganiser un séminaire sur les techniques rédactionnelles appliquées aux documents économiques ;
- Organiser un séminaire sur l'analyse des risques macroéconomiques et les mesures d'atténuation.

POINT 7 : CLÔTURE DES TRAVAUX

47. La clôture des travaux a été prononcée par Monsieur Soumana HAROUNA IDE, assurant l'intérim du Directeur de la Prévision et des Etudes Economiques de la Commission. Il a adressé ses sincères remerciements aux participants pour le travail abattu au cours des cinq (05) jours de séminaire. Il a, ensuite, assuré les participants de l'accompagnement continu des institutions en matière de renforcement des capacités dans les domaines de l'information et de l'analyse conjoncturelles afin de permettre aux autorités de prendre des décisions optimales. Enfin, il a déclaré clos les travaux du séminaire.

ANNEXES

ANNEXE 1 : PROGRAMME DES TRAVAUX



Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne



Séminaire du second semestre 2021 sur la conjoncture économique et les prévisions à court terme dans les Etats de l'UEMOA, au Cap-Vert, en Guinée et en Mauritanie

Ouagadougou - 22 au 26 novembre 2021

Mardi 22 novembre 2021

MATIN		
08H 30 - 9H00	Installation des participants	
09H00 - 09H15	Cérémonie d'ouverture :	
09H 15- 09H30	Discours d'ouverture du Commissaire en charge des politiques économiques et de la fiscalité intérieure de la Commission	
09H 30 - 10H	Pause café	
Session 1 Diagnostic conjoncturel au second semestre 2021 et prévisions 2021-2024 dans les Etats		
Présidence et secrétariat : BCEAO, Bénin		
10H00 - 10H30	L'environnement international dans la base de données d'AFRISTAT	AFRISTAT
10H30 - 11H00	Débat	
11H00 - 11H30	Conjoncture 2ème semestre 2021 et prévision économique 2021-2024	
	<i>Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions</i>	SENEGAL
11H 30 - 12H00	Débat	
12H00 - 12H30	Conjoncture 2ème semestre 2021 et prévision économique 2021-2024	BURKINA FASO
12H30 - 13H00	Déjeuner	
APRES-MIDI Présidence et rapporteur : Sénégal, Burkina		
13H30 - 13H45	Débat	
13H45 -14H15	Conjoncture 2ème semestre 2021 et prévision économique 2021-2024	BENIN
14H15 - 14H30	Débat	
14H30 -15H00	Conjoncture 2ème semestre 2021 et prévision économique 2021-2024	NIGER
15H00 - 15H45	Débat	
15H45 - 16H15	Conjoncture 2ème semestre 2021 et prévision économique 2021-2024	COTE D'IVOIRE
16H15 - 16H30	Débat	
16H30 - 17H00	Conjoncture 2ème semestre 2021 et prévision économique 2021-2024	TOGO
17H00 - 17H15	Débat	
17H15 - 17H45	Conjoncture 2ème semestre 2021 et prévision économique 2021-2024	GUINEE BISSAU
17H45 - 18H00	Débat	

Mercredi 24 novembre 2021		
MATIN	Présidence et rapporteur : Burkina, Togo	
9H00 - 9H30	Conjoncture 2ème semestre 2021 et prévision économique 2021-2024	Mali
9H30 - 10H00	Débat	
Session 2 : Conjoncture économique vue par les organisations sous-régionales et internationales		
10H00 -10H30	Conjoncture économique régionale présentée par la CEA	
10H 30 - 11H	Débat	
10H30 - 11H00	Pause café	
11H00 - 11H30	Etat de la convergence en 2021 et perspectives 2022	UEMOA
11H30 - 12H00	Débat	
12H00 - 12H30	Exposé de l'AMAO	AMAO
12H30 - 13H00	Débat	
13H00 - 14H00	Dejeuner -	
APRES-MIDI		
14H -16H30	Etat de mise en œuvre des recommandations du séminaire précédent - Situation des pays	
Jeudi 25 novembre 2021		
MATIN		
	Présidence et rapporteur : AFRITAC, AFRISTAT	
9H00 - 13H00	Test Covid	
13H00 - 14H00	Dejeuner -	
APRES - MIDI		
14h - 16h30	Recommandations du séminaire	TOUS
Vendredi 26 novembre 2021		
Session 3 : adoption du rapport administratif		
MATIN	Présidence : Commission de l'UEMOA	
8H - 10H	Rédaction du compte-rendu administratif et des recommandations	TOUS
10H - 10H30	Pause café	
10H30 - 12H 00	Adoption du compte-rendu administratif et des recommandations	TOUS
12H 00	Clôture du séminaire	

ANNEXE 2 : LISTE DES PARTICIPANTS

	Nom et prénom	Email/Contact
BENIN	FADO Cagniun Alexis	afado@insae.bj
	KOKOU Assoussia Yves	kok_yves@yahoo.fr
BURKINA FASO	NAKOULMA SONDO Christine	christinesondo@yahoo.fr
	KABORE Barbi	kaborebarbi@yahoo.com
COTE D'IVOIRE	MOUSSAN Agbé Roger	rogermoussan@yahoo.fr
	YAO Kouakou Hervé Rodolphe	h_yao1@ymail.com
GUINEE BISSAU	Bedanhoba Na Salu	benasalu.dgpee@gmail.com
	GOMES Paulino	paulgomes75@hotmail.com
MALI	CISSE Seydou	ciseydou2004@yahoo.fr
	Mme FOFANA Hatiga DIAKITE	hatigadiak17@yahoo.fr
NIGER	Mme MALIKI Zeynabou MOHAMADOU	zmohamadou@yahoo.fr
SENEGAL	DIAGNE Idrissa	diagneidrissa@hotmail.com
	Mme BA Ramlatou DIALLO	ramlatou.diallo@ansd.sn
TOGO	AVEYA Prénom	aveyaprenom@gmail.com
	AGBOKA Komi Venunye	Kagboka70@gmail.com
AFRISTAT	EDI Serge Jean	edi@afristat.org
CEA/BSR-AO	DOSSO Bakary	dosso2@un.org
AMAO	DIALLO Alhassane Mariame	almariame@yahoo.fr amdiallo@amao-wama.org
BCRG	SOUMAH Abdou Diouf	dioufsoumah@yahoo.fr
COMMISSION UEMOA	CAMARA Aba	ACAMARA@uemoa.int
	HAROUNA IDE Soumana	sharounaide@uemoa.int

